

## 15) Environnement et développement durable

La sobriété énergétique doit être une priorité. Nous proposons un **plan national d'isolation thermique des logements** pour faire diminuer la consommation et les factures d'énergie. A l'échelle de l'Europe, et dans le cadre d'une politique énergétique, nous souhaitons **stabiliser nos approvisionnements, mutualiser nos achats et nos investissements**. Nous sommes favorables à une mise en place d'une **tarification forfaitaire** : les premiers kilowatts/heure consommés doivent coûter moins cher.

A long terme, la France doit discuter avec ses voisins européens. Les problèmes environnementaux sont connus et partagés par tous : réchauffement climatique, risque nucléaire. Nous devons trouver des solutions. Nous avons construit la Politique Agricole Commune, il est temps de créer la Politique Énergétique Commune.

La filière nucléaire de production d'électricité fait partie des instruments indispensables et de nos atouts pour lutter contre l'effet de serre. Mais nous avons besoin d'une **expertise scientifique sur l'EPR. Il faut organiser un débat national pour prendre les décisions à long terme sur notre politique énergétique, véritable enjeu environnemental et économique, véritable enjeu environnemental et éthique.**

L'aménagement du territoire est indissociable du développement durable et indispensable pour assurer la protection de notre planète, de sa biodiversité et de la santé des êtres qui la peuplent. Ainsi, l'enjeu est de limiter l'étalement perpétuel de la ville et de mettre en place une politique de **préservation et de reconquête des sols face aux pollutions**. Une meilleure prévention passe par la prise en compte plus sérieuse des risques technologiques et naturels ainsi que des nuisances sonores et olfactives dans les projets de construction et d'infrastructure.

Le Mouvement Démocrate est favorable à la création d'une Autorité indépendante **chargée de l'alerte sanitaire et environnementale**. Elle aura pour vocation de développer des inventaires des risques et des études épidémiologiques indépendantes, notamment sur les impacts sanitaires des dégradations de l'environnement.

Pour l'agriculture, nous encourageons la **recherche de débouchés nouveaux, la limitation des pesticides** et la réorientation des cultures pour **limiter l'irrigation et la consommation de l'eau**. Un débat national sur les OGM doit être organisé.

Nous devons relever les défis des transports et du bâtiment puisque ces deux secteurs représentent à eux deux environ 50% des émissions. La mise en place d'une «taxe carbone» sur les carburants d'origine fossile serait la mesure la plus efficace. De même, une taxe carbone à l'échelle européenne est aujourd'hui nécessaire. La priorité est également d'inciter à des **comportements nouveaux** en matière de transport : en plus du bonus automobile, la mise en place d'un **malus sur les véhicules les plus polluants** permettrait de réduire les émissions de gaz. Encourager la recherche et le développement de **véhicules nouveaux** permettrait d'avancer dans cette voie.

Il est capital d'augmenter les moyens de la recherche pour préparer la croissance durable de demain notamment en mettant en place une grande politique de la recherche française et européenne. Enfin, il faut mettre en place au sein du gouvernement **une autorité en charge du long terme** qui aura pour mission de penser l'impact sur l'avenir de chacune des décisions que le gouvernement prépare.

Toutefois, un projet de développement durable ne peut être effectif qu'avec un investissement politique fort au niveau international, une construction de l'Europe politique, un investissement de la recherche et de l'éducation, une croissance économique, une amélioration du pouvoir d'achat et une plus grande information au grand public sur les enjeux du développement durable.